

> Dans quels cas un CDD est-il requalifié en CDI ? : Interdictions

Section 2 : Fixation du terme et durée du contrat.

L. 1242-7

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 86 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le contrat de travail à durée déterminée comporte un terme fixé avec précision dès sa conclusion.

Toutefois, le contrat peut ne pas comporter de terme précis lorsqu'il est conclu dans l'un des cas suivants :

1° Remplacement d'un salarié absent ;

2° Remplacement d'un salarié dont le contrat de travail est suspendu ;

3° Dans l'attente de l'entrée en service effective d'un salarié recruté par contrat à durée indéterminée ;

4° Emplois à caractère saisonnier définis au 3° de l'article [L. 1242-2](#) ou pour lesquels, dans certains secteurs d'activité définis par décret ou par voie de convention ou d'accord collectif étendu, il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat de travail à durée indéterminée en raison de la nature de l'activité exercée et du caractère par nature temporaire de ces emplois ;

5° Remplacement de l'une des personnes mentionnées aux 4° et 5° de [l'article L. 1242-2](#) ;

6° Recrutement d'ingénieurs et de cadres en vue de la réalisation d'un objet défini, prévu au 6° de l'article [L. 1242-2](#).

Le contrat de travail à durée déterminée est alors conclu pour une durée minimale. Il a pour terme la fin de l'absence de la personne remplacée ou la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu.

service-public.fr

- > Qu'est-ce qu'un CDD à objet défini (ou CDD de mission) ? : Durée du contrat
- > Dans quels cas un CDD est-il requalifié en CDI ? : Terme et durée du contrat du CDD
- > Qu'est-ce qu'un CDD sans terme précis ? : Fixation du terme et durée du contrat
- > Conclusion du contrat de travail à durée déterminée (CDD) : Fixation du terme et durée du contrat
- > Renouvellement d'un contrat de travail à durée déterminée (CDD) : Fixation du terme et durée du contrat

L. 1242-8

Ordonnance n°2017-1387 du 22 septembre 2017 - art. 22

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Une convention ou un accord de branche étendu peut fixer la durée totale du contrat de travail à durée déterminée. Cette durée ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables au contrat de travail à durée déterminée conclu en application du 6° de [l'article L. 1242-2](#) et de [l'article L. 1242-3](#).

L. 1242-8-1

Ordonnance n°2017-1387 du 22 septembre 2017 - art. 22

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut de stipulation dans la convention ou l'accord de branche conclu en application de [l'article L. 1242-8](#), la durée totale du contrat de travail à durée déterminée ne peut excéder dix-huit mois compte tenu, le cas échéant, du ou des renouvellements intervenant dans les conditions prévues à [l'article L. 1243-13](#) ou, lorsqu'il s'applique, à [l'article L. 1243-13-1](#).

Cette durée est réduite à neuf mois lorsque le contrat est conclu dans l'attente de l'entrée en service effective d'un salarié recruté par contrat à durée indéterminée ou lorsque son objet consiste en la réalisation des travaux urgents nécessités par des mesures de sécurité.

Elle est également de vingt-quatre mois :

1° Lorsque le contrat est exécuté à l'étranger ;

2° Lorsque le contrat est conclu dans le cadre du départ définitif d'un salarié précédant la suppression de son poste de travail ;